

**Jeudi 17 mars**

**11h30 LAVAL**

**URGENCE  
SALAIREs**

**Rassemblement**

**devant la préfecture**

**pour nos salaires  
et pour notre pouvoir d'achat**

- L'invasion de l'Ukraine et le contexte international qui en découle ne doit pas occulter une préoccupation majeure des français : l'augmentation des revenus et du pouvoir d'achat

Les salarié.e.s du secteur public comme privé, les retraité-es, les jeunes partagent toutes et tous une même priorité : **face à l'augmentation du coût de la vie, il faut augmenter les salaires, les pensions, les allocations et les bourses étudiantes.**



Beaucoup ont exprimé leurs exigences en se mobilisant, ces dernières semaines, ces derniers mois dans leur entreprise, leur service, leur branche professionnelle.

Ainsi en est-il des personnels des services publics, à l'instar de celles et ceux de l'éducation nationale, des soignant-es, des travailleurs sociaux... De nombreux débrayages, lors des NAO (négociations annuelles obligatoires), dans les secteurs notamment industriels ont permis également des avancées à l'échelle des entreprises.

**Mais, en décembre 2021, l'inflation en France a atteint 2,8% sur un an.** Près de la moitié provient directement de **l'augmentation en moyenne de 18,6 % du prix de l'énergie** (carburants, électricité, gaz) et la situation internationale fait craindre de nouvelles flambées.

On assiste également à une **envolée tarifaire des produits alimentaires de première nécessité.**

C'est bien l'évolution des revenus par rapport à l'inflation qui est déterminante, un levier essentiel pour maintenir le pouvoir d'achat des ménages et agir sur la répartition entre les revenus du capital et du travail.

L'enjeu majeur est donc de combattre la stagnation des salaires plus que d'agir sporadiquement sur l'évolution des prix.

**En Mayenne, les salaires restent bas, plus faibles que dans les autres départements ,notamment ceux des Mayennaises. Le salaire brut annuel mayennais est en moyenne inférieur de 5990 euros par rapport au niveau national (CEAS, n°393, dec 2021) et les coûts de transports liés à la ruralité nécessitent de très importants frais de déplacements.**

C'est pour toutes ces raisons que pour les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires et UNSA il faut :

- **Une revalorisation immédiate de l'ensemble des salaires dans le secteur privé et des traitements dans la fonction publique, en commençant par les plus bas salaires.**
- **Une augmentation significative du SMIC et du point d'indice.**
- **un relèvement au niveau du SMIC des minimas de branche et des grilles de salaires dans la Fonction publique**
- **Une ouverture rapide de négociations sur la répercussion de ces augmentations sur les échelles de carrière dans le public et les classifications dans le privé.**
- **Une augmentation des montants des bourses pour les étudiants.**
- **Une augmentation des pensions pour les retraités**